

La libre circulation des personnes: un moteur de croissance

L'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) se trouve dans une période de croissance durable et solide. En 2007, les entrées de commandes ont augmenté de plus de 22% et les chiffres d'affaires de presque 14%. Des marchandises ont été exportées dans le monde entier pour 80 milliards de francs. Le nombre de personnes occupées dépassait les 338 000 fin septembre 2007 et quelque 32 000 nouveaux emplois ont été créés ces cinq dernières années. L'industrie MEM contribue à presque 10% du produit intérieur brut suisse, en utilisant ses capacités à près de 91%. La libre circulation des personnes a soutenu la relance de la branche. Des tactiques politiciennes et des intérêts particuliers ne doivent pas la mettre en danger et compromettre son avenir.

L'amélioration constatée sur toutes les places économiques importantes est réjouissante, alors que les marchés d'Europe occidentale continuent d'absorber les deux tiers de nos exportations. Cette évolution n'est pas un hasard. Dans les années économiquement difficiles du début du siècle, les entreprises se sont souvenues de leurs forces – grande capacité d'innovation, production orientée vers la qualité et souplesse par rapport à la demande – pour assurer à long terme leur compétitivité internationale. Simultanément, les acquis ont été remis en question et réévalués. De nombreuses entreprises ont réorganisé leurs chaînes de production de valeur, développé de nouvelles coopérations et appliqué de nouvelles formes de commercialisation. Cela montre à l'évidence que le moteur principal de la croissance réside en premier lieu dans l'entreprise elle-même.

Outre ces défis posés à l'entreprise, la politique, qui doit assumer la responsabilité d'excellentes conditions-cadres, joue son rôle. Pour l'industrie MEM, la priorité absolue reste le libre accès aux marchés internationaux: les entreprises doivent pouvoir vendre leurs produits. Dans la période législative actuelle, la poursuite de la libre circulation des personnes est indiscutablement au centre de nos intérêts.

Un marché du travail attractif est un avantage de la place suisse

L'ouverture des marchés du travail dans les États de l'UE est d'une grande importance pour l'industrie MEM et notre branche ne peut y renoncer. Malgré cela, on estime qu'il lui manque environ 2000 ingénieurs. Ces spécialistes et l'immigration de travailleurs très qualifiés représentent un besoin urgent, qui ne peut que favoriser l'essor économique. De plus, des études du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) ont montré que la libre circulation des personnes n'a pas pour effet d'évincer les Suisses du marché du travail, ni de conséquences sur le nombre de chômeurs. La voie bilatérale de la Suisse a fait ses preuves et sa poursuite contribuera d'une manière essentielle à une évolution économique prospère.

Il faut également rappeler qu'en vertu de la clause dite «guillotine», un refus de la libre circulation des personnes – de même d'ailleurs

qu'un non à son extension à la Bulgarie et à la Roumanie – entraînerait la résiliation des six principaux accords des Bilatérales I.

Des dossiers essentiels pour l'industrie MEM

L'intérêt de l'industrie MEM se focalise avant tout sur les entraves techniques au commerce et sur les améliorations – trop souvent sous-estimées – à apporter dans l'accès aux marchés publics. L'accord sur la recherche est, en outre, d'une grande importance; en effet, en raison de notre orientation internationale et de nos expériences dans le domaine de la coopération transfrontalière, il existe un grand intérêt à collaborer avec des partenaires de l'UE dans le domaine de la recherche.

Grâce à l'accord sur les obstacles techniques au commerce, la certification ultérieure de certains produits lors de leur exportation dans l'UE n'est plus nécessaire. L'abandon de la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité entraînerait une perte sensible de savoir-faire dans la recherche et le développement, une augmentation des coûts et un ralentissement de l'entrée sur les marchés.

L'accord sur les marchés publics ouvre aux entreprises suisses l'accès aux soumissions publiques sur le marché de l'UE, soit un volume de commandes d'environ 1000 milliards de francs, par rapport à 36 milliards en Suisse. De graves discriminations pour le trafic ferroviaire et les télécommunications ont pu être éliminées dans la foulée.

Compte tenu de ces faits, la politique est invitée à tout mettre en œuvre pour assurer la libre circulation des personnes et, par là, les Bilatérales I qui lui sont liées. Ces conditions-cadres, absolument essentielles pour l'industrie d'exportation, seront décisives pour la réussite à long terme d'une politique de croissance suisse intégrée dans le contexte international.



Hans-Ulrich Bigler
Directeur de Swissmem,
Zurich